

La transition du Mexique a des incidences sur le Canada. Quatre modestes propositions sont formulées ci-dessous en vue d'améliorer la politique du Canada à l'égard du Mexique par des moyens qui pourraient aussi avoir une vaste portée.

5.1 Le Mexique en tant que «partenaire-pilote»

Depuis qu'il a adhéré à l'Organisation des États américains en janvier 1990, qu'il a signé l'Accord de libre-échange nord-américain et s'est engagé en décembre 1994, avec les 33 autres signataires de la Déclaration du Sommet de Miami, à libéraliser le commerce dans tout l'hémisphère d'ici à l'an 2005, le Canada est devenu de plus en plus une «nation des Amériques»²⁸. Par son adhésion à l'ALENA, le Mexique a le double privilège d'être notre premier partenaire latino-américain dans la région et le premier parmi les pays en développement²⁹. À ce titre, il devrait être considéré comme un «partenaire-pilote» du Canada. De nombreux autres pays d'Amérique latine et d'autres régions du monde en développement avec lesquels le Canada resserre actuellement ses liens vivent eux aussi une transition économique et politique. Même si la situation de chacun est évidemment unique, le cas du Mexique illustre bien de nombreux défis auxquels le Canada peut s'attendre sur d'autres marchés naissants. Les leçons que le Canada peut tirer de son expérience actuelle avec le Mexique et les perspectives qu'elles confèrent ne devraient pas importer seulement à ceux qui s'intéressent au Mexique. Elles devraient façonner les relations que le Canada entretient avec d'autres voisins de l'hémisphère et avec les pays en développement.

²⁸ Sur l'évolution du rôle du Canada en Amérique, voir Keith Christie, «Les quatre Amigos et d'autres encore : vers une zone de libre-échange des Amériques», Document du Groupe des politiques n° 95/10, Ottawa, Direction des politiques économique et commerciale (CPE), Groupe des politiques, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, octobre 1995; Conrad Sheck, Colin Robertson, Jamal Khokhar, Nicolas Dimic et Keith Christie, «Le Canada et les Amériques : nouveaux débouchés et défis», Document du Groupe des politiques n° 94/06, Ottawa, Direction des politiques économique et commerciale (CPE), Groupe des politiques, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, avril 1994.

²⁹ Grâce à son adhésion à l'Organisation pour la coopération et le développement économique en 1994 — privilège réservé habituellement aux pays à revenu élevé — le Mexique jouit d'un statut particulier parmi des États qui, autrement, sont largement considérés comme des «pays en développement». Il continue néanmoins de présenter beaucoup des caractéristiques de ce dernier groupe et devrait donc être considéré comme un pays représentatif des pays en développement.